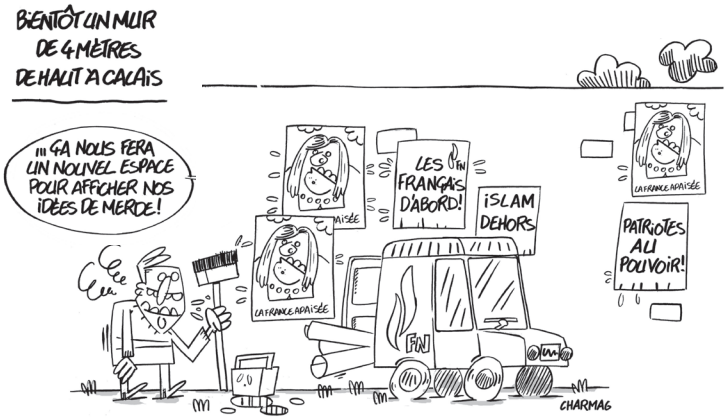
rouge hebdo

Revue de presse militante d'information et de mobilisation ANTICAPITALISTE - N°28 - 25/09/2016

Publié par MATÉRIALISMES avec le Comité NPA Reims BLOG

MATERIALISMES.WORDPRESS.COM




## SOMMAIRE

HEBDO DU 18 AU 25 SEPTEMBRE 2016

**-À CALAIS, DANS TOUTE L'EUROPE, SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTES,** ANTICAPITALISTE N°351, NPA.

**- ALSTOM, PROFITEUR ET LICENCIEUR, GOUVERNEMENT ET POLITICIENS COMPLICES,** LUTTE OUVRIÈRE, N° 2512.

**- BRATISLAVA : "UNE EUROPE ATTRAYANTE" ? C'EST MAL PARTI !,** ANTICAPITALISTE N°351, NPA.

**- PATRIOTISME ÉCONOMIQUE : INTÉRÊT NATIONAL, INTÉRÊT DU CAPITAL** LUTTE OUVRIÈRE, N° 2512.

## À CALAIS, DANS TOUTE L'EUROPE, SOLIDARITÉ AVEC LES MIGRANTES

ANTICAPITALISTE Journal, NPA, N°351, 22 sept. 2016.

**Comment unir des nations qui ne sont que le pendant politique d'un monde basé sur la concurrence entre capitaux ? La réunion à New York sur les migrantEs a illustré que l'ONU est bien un parapluie qui ne s'ouvre que quand il ne pleut pas.**

Lorsque certaines nations s'unissent, c'est contre d'autres. Et plus le temps se couvre, plus la concurrence entre capitaux s'intensifie, et plus ces alliances se modifient au gré des intérêts propres à chaque nation. Ou, ce qui revient au même, aux classes dirigeantes de chaque nation.

L'Union européenne s'est un peu plus délitée lors d'un autre sommet, le 16 septembre à Bratislava, enterrant l'idée même d'une répartition des réfugiés, c'est-à-dire d'une politique commune mais accentuant le renforcement des frontières.

Quoi d'étonnant ? Ces derniers mois, de la Hongrie à l'Allemagne, en passant par l'Autriche, la Pologne et l'Allemagne, tous les gouvernements ont évolué vers plus de racisme et de nationalisme sous la pression de campagnes centrées sur la question des migrantEs. La France est sur la même dynamique. Valls parle « *identité nationale* », Montebourg « *protectionnisme* » et Mélenchon « *patrie* ». Sarkozy surenchérit : « *nous ne contenterons plus d'une intégration qui ne marche plus, nous exigerons l'assimilation* », Et Marine Le Pen n'a plus qu'à se baisser pour ramasser la donne.

Ce monde ne tiendra pas. Et les migrantEs n'en sont pas la cause. Ils et elles en sont le symptôme. Et les premières victimes. Les plus scandaleuses. Mais nous perdrons cher à ne pas nous en alerter et agir.

### Les premières victimes

À Calais, vendredi dernier, un Afghan de 14 ans est mort sur la rocade, percuté par un véhicule qui ne s'est pas arrêté. Ni avant ni après. Le crime est encore honteux. Jusqu'à quand ?

Parmi les 10000 migrantEs actuellement sur la « jungle », plus d'un millier sont des mineurs isolés. Mais le pouvoir va détruire la « jungle ».

## ALSTOM, PROFITEUR ET LICENCIEUR, GOUVERNEMENT ET POLITICIENS COMPLICES

LUTTE OUVRIÈRE, N° 2512 - 23 sept. 2016.

Alstom, qui a annoncé la fermeture de son usine ferroviaire de Belfort, gagne beaucoup d'argent. Il a largement de quoi garantir tous les emplois. En 2014, l'entreprise a vendu sa branche énergie à General Electric, et les actionnaires, à commencer par Bouygues, ont récupéré 3,2 milliards d'euros. Alstom a fait au total 6 milliards d'euros de profits en dix ans. Garantir les revenus de ses 480 salariés de Belfort lui coûterait peut-être 15 millions d'euros par an, une broutille. Mais pour ces capitalistes, ce qui compte, c'est d'augmenter encore les dividendes. Quitte, non seulement à supprimer des emplois, mais aussi à frapper l'économie de toute une ville.

Ce groupe mondial a un carnet de commandes de 30 milliards d'euros et se vantait récemment d'avoir décroché d'énormes contrats aux États-Unis et en Inde. Il fait dépendre la survie de l'usine de Belfort d'éventuelles commandes. C'est scandaleux. L'emploi et la vie des salariés n'ont pas à dépendre des aléas du marché. C'est aux actionnaires de les assumer. Pendant la contestation de la loi El Khomri, on a entendu tous les politiciens bourgeois – FN compris – parler de « *prise d'otages* » de la part des cheminots ou des salariés des raffineries. Aujourd'hui, pas un ne dénonce la direction d'Alstom et la cupidité de ses actionnaires !

Devant l'émotion, le gouvernement s'agite. Ce qui le préoccupe, ce ne sont pas 400 ou 500 chômeurs de plus : depuis qu'Hollande est président, leur nombre a augmenté d'un million ! Ce qui l'inquiète, c'est l'effet produit sur l'électorat. Alors, il essaie de faire croire qu'il a la main. Il a déjà arrosé Alstom d'argent public en prenant une part du capital en 2014 et en le faisant bénéficier d'aides généreuses (CICE, Crédit impôt recherche) et de baisses de charges. Tous ces cadeaux ont été faits sans aucune contrepartie de la part des actionnaires, qui restent libres de licencier comme ils l'entendent. Lundi 19 septembre, Hollande assurait que « *tout sera fait pour maintenir le site de Belfort* », mais la direction confirmait la fermeture de l'usine au personnel. On ne saurait mieux voir ainsi qui dirige et qui brasse du vent.

Ce lundi, le ministre de l'Intérieur s'est vanté d'avoir expulsé 30 migrants de Calais. Ajoutant qu'il y a eu 56 vols groupés depuis le début de l'année et 1384 «*personnes en situation irrégulière éloignées du territoire national depuis Calais*».
Dans la nuit de lundi à mardi, le campement de migrantEs à Lesbos en Grèce a brûlé. Pour les autorités, cela ne fait aucun doute, ce sont les migrantEs eux-mêmes qui ont mis le feu. En cause, l'annonce d'une expulsion massive vers la Turquie. Quand la vie humaine n'est pas même reconnue, la mettre en jeu est la dernière arme des réfugiés...

**Les révélateurs**
Dans le monde des nations il n'y a pas d'êtres humains. Les «*droits de l'homme*» sont une fiction. Voilà ce que révèlent les migrantEs. Dans chaque nation, n'existent (de plus en plus inégalement...) que des «*droits du citoyen*». Dans ce monde, les migrantEs n'existent pas parce qu'ils n'existent pas politiquement.
Chaque mort en Méditerranée, chaque campement de migrantEs affirme un peu plus cette contradiction entre existence humaine et existence politique. Au point que la logique de renforcement et d'affirmation des nations est une logique qui vise, dans le même temps, à supprimer (y compris physiquement) la visibilité des migrantEs et à limiter tout ce qui conteste l'ordre des nations et du capital. L'état d'urgence est tout sauf un accident, un détour.
En 1951, la philosophe Hannah Arendt, réfugiée aux États-Unis pendant la guerre, concluait ainsi un texte montrant la contradiction entre droits de l'homme et État-nation à partir de la situation des réfugiéEs: «*Le danger est qu'une civilisation globale, coordonnée à l'échelle universelle, se mette un jour à produire des barbares nés de son propre sein à force d'avoir imposé à des millions de gens des conditions de vie qui, en dépit des apparences, sont les conditions de vie de sauvages*.» Nous y sommes.

**Pas d'autre voie**
La voie des nations, celle des frontières, sera la voie du sang, celle du suicide des peuples. Calais comme la Grèce en est le symbole. La mort des migrantEs est celle d'une ville, d'un pays, d'un monde.
Il n'existe qu'une autre voie, celle de l'unité, de l'internationalisme concret, immédiat, contre les frontières et contre la logique du capital. À Londres ce samedi 17 septembre, plus de 20000 manifestantEs ont défilé pour l'ouverture des frontières, pour l'accueil des réfugiéEs.
À l'appel de la Coalition internationale des sans-papiers et migrants, nous serons à Calais ce samedi 1er octobre, aux côtés des migrantEs de la «jungle», parce que nous voulons conjurer la catastrophe.

**Pour la manifestation du 1er octobre, notamment les départs depuis Paris, plus d'informations: https://paris.demosphere.eu/rv/49902**

## NPA. AGENDA MILITANT

**27 SEPTEMBRE : Saint-Ouen (93).**
*Rassemblement contre les licenciements à Alstom*

**27 et 28 SEPTEMBRE : Bobigny.**
*Rassemblement de soutien aux inculpés d'Air-France.*

**1er OCTOBRE : Calais.**
*Pour l'ouverture des frontières et le droit d'installation.*

**1er OCTOBRE : Flamanville.**
*Manifestation contre le nucléaire*

**8 OCTOBRE : Notre-Dame-Des-Landes.**
*Résistance à l'évacuation de la ZAD*

**15 OCTOBRE : National.**
*JN pour la gratuité des transports*

**19 OCTOBRE : Amiens.**
*Soutien aux Goodyears*

La droite et le FN expliquent qu'ils garantiraient l'avenir de l'usine s'ils étaient au pouvoir. Quels menteurs ! Sarkozy dit qu'il a sauvé Alstom en 2004. Mais si les profits furent redressés, ce fut avec des milliers de licenciements. Et qu'on se rappelle Continental, PSA Aulnay ou Florange : les hommes politiques s'agitent, les capitalistes décident.

Plusieurs politiciens, comme Dupont-Aignan ou Montebourg, embouchent les trompettes du « *patriotisme économique* ». Quelle hypocrisie ! La seule patrie des capitalistes, c'est le portefeuille. Alstom produit et vend du matériel aux quatre coins du monde. Marion Maréchal-Le Pen accuse le gouvernement d'avoir laissé la SNCF passer des commandes au canadien Bombardier ? Mais c'est à Crespin, dans le Nord, que ce concurrent d'Alstom fabrique ses trains ! Le « *produire français* » est un leurre qu'on tend aux travailleurs pour les détourner des vrais responsables : les capitalistes.

Le Pen ou Mélenchon proposent de nationaliser Alstom Transport. Mais à quelles conditions ? Les capitalistes ne sont pas opposés aux nationalisations grassement indemnisées, comme la gauche en fit beaucoup au début des années Mitterrand. L'État modernise, investit, puis privatise des firmes de nouveau profitables. Pour les capitalistes, c'est gagnant-gagnant ! Parler de nationalisation sans préciser qu'elle doit être sans indemnité ni rachat, et sous le contrôle des salariés, c'est tromper les travailleurs.

Désigner comme responsables l'Union européenne ou l'Allemagne revient à exonérer les actionnaires d'Alstom de leurs responsabilités !

Et Alstom n'est que la partie émergée de l'iceberg. Depuis cet été, 5 000 suppressions d'emplois ont été annoncées chez SFR, 486 chez HSBC, 170 chez Hitachi, 231 chez Philips, 200 chez Tilly Sabco, 134 chez Gefco, 240 chez Noyon, 600 chez Servier, 125 à la Société générale, etc. Tous les commentateurs parlent de « *reprise* ». Mais si les profits et la Bourse flambent, c'est à cause des licenciements, de la précarité et des bas salaires.

En réalité, il n'y a pas, dans le système capitaliste, de solution à la rapacité des actionnaires. En revanche, il y aurait des mesures d'urgence à prendre : interdire les licenciements et prendre sur les profits pour préserver les emplois. Ces mesures élémentaires, le gouvernement et les bonimenteurs les refusent, parce qu'ils ne veulent pas s'en prendre aux plus riches. Ce sont pourtant des objectifs essentiels pour les travailleurs. Pour les imposer, ils ne pourront compter sur aucun politicien bourgeois, mais uniquement sur leurs luttes et sur leur détermination.

## BRATISLAVA : "UNE EUROPE ATTRAYANTE" ? C'EST MAL PARTI !

ANTICAPITALISTE Journal, NPA, N°351, 22 sept. 2016.

**Le vendredi 16 septembre à Bratislava s'est tenu le premier sommet des dirigeants européens sans les Britanniques. Ils ont annoncé une «*Union européenne attrayante*». En fait, leur unité s'est faite sur une orientation qui renforce nationalismes et extrême droite.**
Au lendemain du référendum britannique du 23 juin dernier, l'ensemble des dirigeants européens promettait une nouvelle orientation pour l'Europe et une réponse forte pour empêcher l'exemple britannique de se répandre...
En matière économique, la situation n'est pas brillante, notamment dans l'espace le plus intégré de l'UE, la zone euro. La croissance y est faible et devrait le demeurer. Dans les zones où elle est un peu plus forte, comme l'Irlande, l'Espagne ou l'Allemagne, les inégalités se creusent. D'ailleurs, de façon générale, politiques d'austérité et libéralisation ont aggravé les inégalités et précarisé les salariés. Le Brexit a en fait été rendu possible parce que les populations des zones industrielles dévastées du nord de l'Angleterre et du pays de Galles ont voté massivement en sa faveur. Si l'UE n'est plus assimilée par les classes populaires qu'à l'austérité et au chômage, elle sera en danger à chaque référendum ou à chaque élection. Et, évidemment, en cas de nouvelle crise, la situation deviendra encore plus délicate.

**Grands discours et peu d'actes**
Le sommet extraordinaire de Bratislava devait fournir de nouvelles perspectives. Il avait été précédé de diverses initiatives destinées à orchestrer la relance de l'UE et, en même temps, significatives des contradictions entre les pays-membres. Le 6 septembre, s'étaient réunis les Premiers ministres des quatre pays d'Europe centrale (République tchèque, Hongrie, Pologne et Slovaquie) qui ont réitéré leur opposition à l'accueil de migrantEs. Le 9 avait aussi eu lieu à Athènes un sommet des pays du Sud de l'UE (y compris la France) qui ont appelé à la relance de la croissance et à un partage « équitable » des migrantEs. Malgré le caractère on ne peut plus mou de leur appel, le ministre allemand des Finances les avait immédiatement renvoyé dans leurs buts : « *Quand ce sont des dirigeants de partis socialistes qui se rencontrent, la plupart du temps, il n'en sort rien de bon.* »
Quant au président de la commission, il s'est fendu d'un grand discours devant le Parlement européen sans annoncer rien de précis... sauf une rallonge de son grand plan d'investissement dont les effets sur la croissance apparaissent très limités.

**Chômage et croissance à la trappe**
À Bratislava, les 27 sont tombés d'accord sur une déclaration commune, une « *feuille de route* » indiquant avec le plus grand sérieux : « *Nous nous sommes engagés à offrir à nos citoyens, dans les mois qui viennent, la vision d'une UE attrayante, dans laquelle ils puissent avoir confiance et qu'ils pourront soutenir.* »
Pourtant, les sujets qui importent vraiment aux populations : emploi, chômage et croissance n'ont pas été discutés. La question des réfugiéEs est passée à la trappe. La priorité a été donnée à la sécurisation des frontières extérieures et au renforcement des moyens militaires d'intervention. L'Europe-forteresse comme perspective...
Aucun autre horizon que la poursuite des réformes libérales et de consolidation budgétaire au détriment des couches populaires n'a été dégagé. Pour séduire les déçuEs de l'Europe, les dirigeantEs européens ont choisi de mettre l'accent sur la sécurité et le contrôle des frontières, plaçant ainsi, comme les anti-européens de droite et d'extrême droite, la question migratoire au centre du problème.

**Sur le terrain de l'extrême droite**
Comme d'habitude, Hollande n'a rien fait pour faire passer ne serait-ce qu'une petite allusion aux aspirations exprimées à Athènes. D'ailleurs, celles-ci sonnaient creux : depuis la capitulation de Tsipras, tous les gouvernements mènent en fait la même politique à des détails près. Cependant, l'Italien Renzi s'est senti lâché car il avait besoin d'obtenir quelque chose vis-à-vis de son opinion publique : son poste est en jeu dans les mois qui viennent, lors d'un référendum sur une réforme constitutionnelle.
Au total, le sommet de Bratislava n'a été qu'une comédie triste. Voilà de quoi continuer à alimenter le climat xénophobe en se plaçant sur le terrain privilégié de l'extrême droite, ainsi que de favoriser les surenchères sécuritaires ! Une unité de façade et la fiction du renforcement de l'Union européenne ont été sauvegardées, mais elles renforcent les pires dérives. Il n'y a rien à attendre des dirigeants en place : sauver l'Europe suppose de rompre avec ces politiques et ces traités mortifères.


Actuel Marx

VIENT DE PARAÎTRE :

*Une classe dominante mondiale ?*
**PUF, Actuel Marx n° 60, 2016, 209 p. 25 euro**

Existe-t-il une «classe dirigeante mondiale» ? Comment est-elle envisagée par les auteurs qui, en théorie politique, en sociologie ou en économie, se réclament de l'héritage de Marx ? Est-elle applicable aux réalités du monde contemporain ? Dans quelle mesure assiste-t-on à la formation d'une classe transnationale qui s'autonomise par rapport aux Etats les plus puissants de la planète ? C'est à ces différentes questions qu'entendent répondre les diverses contributions de ce dossier d'Actuel Marx.


## PATRIOTISME ÉCONOMIQUE : INTÉRÊT NATIONAL, INTÉRÊT DU CAPITAL

LUTTE OUVRIÈRE, N° 2512 - 23 sept. 2016.

**La menace de fermeture de l'usine Alstom de Belfort a suscité un tir nourri des tenants du patriotisme économique. Selon ces derniers, il conviendrait de défendre les locomotives françaises, produites en France. Tous n'ajoutent pas « par des ouvriers français », mais le cœur y est…**
Tous ces bons apôtres prétendent naturellement défendre à la fois les emplois des travailleurs et les profits des patrons. Cela seul devrait suffire à susciter la méfiance puisque, depuis longtemps, les capitalistes ont pris l'habitude d'augmenter leurs profits en réduisant les emplois.
Mais la question se complique encore lorsqu'il s'agit de savoir ce qu'est une production française. Un wagon fabriqué pour la société canadienne Bombardier près de Valenciennes est-il plus ou moins français qu'un autre fabriqué pour la société française Alstom à Annaba, en Algérie ? Sur les très nombreuses pièces qui composent une motrice, combien sont fabriquées dans le pays où elles sont montées, combien sont fabriquées par des sous-traitants opérant à l'autre bout du monde ? Et d'où viennent l'acier, le cuivre, les métaux rares, le verre, le plastique qui entrent dans la fabrication ? La production est organisée à l'échelle mondiale. L'objet de consommation le plus élémentaire, de la chemisette au cornet de crème glacée, est produit par la collaboration de travailleurs du monde entier. C'est encore plus vrai pour les pièces plus complexes.
Pourtant il y a bien dans tout ce processus un aspect national : chaque groupe multinational est attaché historiquement à un État. Et, en effet, Alstom est attaché à l'État français, son défenseur, sa vache à lait, le garant de ses profits et son actionnaire à hauteur de 20 %. La composante nationale, la seule, c'est le fait que les différents États défendent chacun le profit privé de leurs capitalistes.
Les patriotes, économistes ou pas, défendent les profits des capitalistes français. Et ils veulent convaincre les travailleurs que défendre les profits de leurs patrons, parce qu'ils seraient français, serait la voie du salut, le chemin pour maintenir leurs emplois et leurs conditions de vie. Le patriotisme économique consiste au fond à dire qu'ouvriers et patrons sont dans la même galère, ont les mêmes intérêts.
C'est un mensonge grossier et c'est aussi un poison mortel. Car c'est dresser les travailleurs les uns contre les autres, pays par pays, voire usine par usine… pour le plus grand bénéfice de leurs exploiteurs respectifs.
Il faut combattre l'idée même de patriotisme économique, l'idée qu'il pourrait y avoir un intérêt commun entre patrons et ouvriers. Il faut au contraire affirmer les intérêts communs de tous les travailleurs contre leurs ennemis communs, les capitalistes, quelle que soit leur nationalité.

TRACT HEBDO

# DE PARIS À CALAIS - MIGRANTS BIENVENUE !

*7h30 - Porte de la Chapelle - Départ en bus de Paris*
*11h30 - à Calais (à préciser) - Manifestation*

Un an après la noyade du petit Aylan Kurdi sur les côtes grecques, qui semblait avoir secoué les consciences des politiciens européens, on meurt toujours en nombre en Méditerranée, sur le chemin vers l'Europe et à ses frontières intérieures et extérieures. A Calais la population du bidonville dépasse les 10 000 personnes dans des conditions de vie toujours plus effroyables ! Là comme ailleurs en Europe, la situation ne fait que s'aggraver pour les migrants, démontrant ainsi l'inefficacité et le caractère meurtrier des politiques actuelles.
À Calais, le démantèlement du camp annoncé par les uns et réclamé par les autres, ne saurait être une solution ! Pas plus que la construction du grand mur de quatre mètres de haut et un kilomètre de long prévu le long de la route nationale 216 vers le port de Calais !
Aussi, un an après une première manifestation de Paris à Calais, nous appelons à nouveau à une grande manifestation à Calais la journée du samedi 1er octobre, pour exprimer notre solidarité active aux migrants à Calais, protester contre les politiques européennes, en particulier ici française et britannique, et affirmer notre plein droit à l'asile et à la liberté de circulation et d'installation pour tous les migrants. Le cadre juridique de l'asile, son application toujours plus restrictive, comme nos politiques migratoires, sont en décalage complet avec les réalités migratoires actuelles : le motif environnemental n'est pas pris en compte tandis que la distinction entre les causes politiques et économiques, artificielle et absurde, nie la multiplicité des migrations et dépolitise la question de l'environnement !!!

**Nous exigeons :**
**- Que la Grande-Bretagne assume ses responsabilités par rapport aux migrants, que la France rompe unilatéralement les accords du Touquet.**
**- Que le dispositif national d'accueil tant annoncé et promis voit enfin le jour en France, le seul pays d'Europe où les migrants sont laissés à la rue sans protection ni prise en charge !**
**- La suppression du règlement de Dublin et le démantèlement de Frontex qui sont les premières causes des drames que vivent aujourd'hui les migrants en Europe et à ses portes.**
**- La fermeture de tous les lieux de rétention, centres ou hotspots en Europe, dans le prolongement de l'Appel international lancé en juin 2016.**

Plus que jamais, nous réaffirmons qu'une autre Europe est nécessaire, plus solidaire, démocrate, ouverte sur le monde et plus égalitaire! Plus que jamais, nous nous opposons aux politiques racistes et criminelles actuellement mises en œuvre à l'encontre des personnes étrangères en Europe.

# NOUS APPELONS À MANIFESTER À CALAIS LE SAMEDI 1ER OCTOBRE 2016

*Plus d'informations à venir sur le départ de la manifestation. Informations pratiques.*

Transports collectifs (bus) depuis Paris, aller/retour dans la journée.
Rendez-vous à 7h30 Porte de la Chapelle. Retour dans la soirée sur Paris. Prix : 30 euros. Chèques à l'ordre de DIEL.
A Paris, vous pouvez vous inscrire à l'une des adresses suivantes :

- Librairie La Brêche - 27 rue Taine M° Daumesnil -12h-19h tous les jours sauf dimanche.
- Le Point du jour - 58 rue Gay-Lussac RER Luxembourg - 10h-19h du mardi au samedi compris.
- Solidaires -144 boulevard de La Villette M° Colonel Fabien - 9h-19h lundi et vendredi.

N'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes (nom, prénom, téléphone et adresse mail)

S'il vous est impossible de vous rendre à Calais mais que vous soutenez l'initiative, vous pouvez contribuer à financer l'événement, ce qui nous permettra de subventionner les voyages des migrant.e.s parisiens. S'il reste de l'argent nous le donneront directement aux réfugiés de Calais. Une cagnotte en ligne a été créée.

- *12 sept :* TGI de **Bar-le-Duc,** 14h45 RDV de solidarité pour le procès du hibou dans la lutte contre le projet de poubelle nucléaire à Bure, infos : http ://vmc.camp/

- *20 sept :* **Marseille,** 14 h, procès des "4 du 28 avril" (SNCF).

- *20 sept :* **Lille,** procès de manifestants anti-loi Travaille.

- *21 sept :* 9 h au TGI de **Paris,** Alexis poursuivit pour outrage à la parole, geste et menace portant atteinte à l'ordre public suite à la nasse du 5 juillet à Assemblée nationale.

- *21 sept :* **Paris,** 19 h, réunion pour l'Observatoire national des violences policières au CICP.

- *22 sept :* TGI de **Paris** 24 et 29e chambres, 9 h, ouverture du procès des 5 manifestants arrêtés le 5 juillet devant l'Assemblée nationale.

- *24 sept :* manifestation contre la répression policière, **Paris**

- *27 sept :* **Amiens**, procès de 5 militant.e.s anti-loi Travaille.

- *27-28 sept :* TGI de **Bobigny**, rassemblement à 9h, procès des 16 salariés d'Air France.

- *3 oct :* TGI de **Paris** 13 h 30, procès en appel des 4 (3 personnes solidaires et 1 migrant-traducteur) suite aux plaintes Emmaüs parce qu'elles s'étaient rendues dans un centre à l'appel de migrants en grève de la faim à l'été 2015.